Recherches sociographiques

Christian PAPINOT et Mircea VULTUR (dirs), *Les jeunesses au travail. Regards croisés France-Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 336 p.

Frédéric Deschenaux

Volume 53, numéro 1, janvier-avril 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1008939ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1008939ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Deschenaux, F. (2012). Compte rendu de [Christian PAPINOT et Mircea VULTUR (dirs), *Les jeunesses au travail. Regards croisés France-Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 336 p.] *Recherches sociographiques*, 53(1), 232-234. <https://doi.org/10.7202/1008939ar>

juives en présence : les Ashkénazes (Rebecca Margolis), les Sépharades (Yolande Cohen) et, parmi les Ashkénazes, le mouvement hassidique (Julien Bauer). Aux chapitres très généraux s'ajoutent d'autres beaucoup plus pointus, comme celui consacré à l'espace accordé aux juifs dans l'aménagement scolaire entre 1874 et 1973 ou encore à la place des femmes dans le judaïsme montréalais. Attirons l'attention tout spécialement sur le chapitre sociodémographique (Shahar, Weinfeld et Blander). Le lecteur pourra apprécier les transformations sociohistoriques et démographiques d'une communauté en mouvement constant. Hélas, nombre de données datent du recensement de 2001 (l'ouvrage ayant paru en décembre 2010). L'ethnographe trouvera un intérêt tout spécial dans la lecture du chapitre de Margolis qui retrace la *yiddishkeit* montréalaise de la première moitié du 20^e siècle.

Nous ne pouvons que recommander vivement ce recueil d'articles à tous ceux désireux de faire un tour d'horizon de la judaïcité montréalaise contemporaine. Je le répète, les publications en langue française sur les thèmes dont traite Antil sont toujours hautement appréciées et demeurent insuffisantes. En effet, il est malheureux de constater que l'ensemble de la francophonie québécoise demeure mal renseignée au sujet du fait culturel et communautaire juif, croyant souvent que les juifs ne peuvent être que des hassidiques, preuve qu'ils ne remarquent que ce qui est ostentatoire, à savoir les marqueurs somatiques et vestimentaires des juifs hassidiques, ignorant que l'appartenance identitaire à la communauté juive peut exclure l'identité religieuse. On ignore trop souvent que la plupart des juifs ne sont pas religieux et qu'ils se confondent parmi l'ensemble de la citoyenneté québécoise – certes, la plupart d'entre eux appartiennent à la communauté anglophone de Montréal – à laquelle ils s'identifient d'une façon qui leur est propre. Que ce sont des médecins, des professeurs, des travailleurs sociaux québécois.

Quelques chapitres supplémentaires auraient cependant dû être ajoutés par les éditeurs, et notamment un qui aurait fait l'état des relations judéo-québécoises dans l'espace public et institutionnel québécois contemporain. Si les juifs de Montréal sont aujourd'hui majoritairement des anglophones, les intersections, nombreuses, qui dénotent leur identification au destin de la société québécoise (entre autres l'avenir du système universel de santé et de services sociaux) sont la preuve qu'ils sont non seulement enracinés dans le territoire de la métropole, mais qu'ils demeurent, d'une façon qui leur est propre, partie prenante proactive de l'avenir du Québec.

J.-Ignace OLAZABAL

*École de travail social,
Université du Québec à Montréal.
ignaceolazabal@yahoo.ca*

Christian PAPINOT et Mircea VULTUR (dirs), *Les jeunesses au travail. Regards croisés France-Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 336 p.

Cet ouvrage collectif présente douze chapitres divisés en six parties abordant autant de dimensions de l'accès des jeunes au travail. Christian Papinot et Mircea

Vultur ont regroupé de manière pertinente les textes de façon à nous donner à lire les pendants québécois et français d'un même phénomène, d'où le sous-titre de l'ouvrage évoquant des regards croisés. Cette organisation de l'ouvrage vise « une compréhension par rapprochements successifs d'analogies développées à partir de données situées dans les contextes nationaux où elles font sens » (p. 3).

L'ouvrage aborde ainsi l'insertion professionnelle, le déclassement, la formation professionnelle, les dispositifs d'insertion, les trajectoires professionnelles et les nouvelles formes d'emploi des jeunes. Cette diversité de thèmes laisse présager une tout aussi grande diversité d'approches théoriques permettant d'appréhender ces phénomènes sociaux. C'est là une des qualités de cette publication, car les chapitres permettent d'obtenir un panorama assez complet de l'éventail de postures théoriques dans ce champ. Alors que certains chapitres laissent place à une assez grande marge de manœuvre de l'individu dans son processus d'accès à l'emploi (Vultur et Trottier), d'autres montrent l'influence des structures sociales sur les trajectoires d'insertion (Eckert et Mora).

Il faut souligner que l'ouvrage consacre une partie (deux chapitres) à la formation professionnelle, en France (Moreau) et au Québec (Doray). Cette importante filière de formation est bien souvent le parent pauvre des publications sur l'insertion professionnelle, ce qui n'est manifestement pas le cas ici. Ces deux chapitres sont très instructifs et permettent de camper les deux contextes nationaux de façon exemplaire.

Probablement de manière inévitable, le niveau des textes est assez varié. En fait, peu d'entre eux présentent une analyse théorique du phénomène étudié. Certains, à la lumière de données empiriques, remettent en question des définitions ou des concepts (Merle ou Lima) ou encore élaborent une mise à plat fort convaincante d'un phénomène multidimensionnel (Eckert et Mora, en particulier), alors que d'autres contributions demeurent franchement descriptives (Legris, Baril et Ouellet ou Tremblay).

En ce qui concerne les regards croisés entre la France et le Québec, cet ouvrage ne remplit pas tout à fait les attentes. Bien qu'honoré du respect que les directeurs de l'ouvrage portent à notre intelligence, il aurait été apprécié qu'une conclusion soit ajoutée afin d'aider le lecteur à évaluer la portée des apports scientifiques de ces comparaisons en les mettant en perspective, peut-être contrastées, en fin d'ouvrage.

Il faut aussi en venir à une délicate question : la pertinence de ce type d'ouvrage. Il permet certes d'aborder en un seul endroit différentes facettes d'un phénomène. Par contre, le délai d'édition joue parfois en défaveur des auteurs, ne permettant pas de référer à des articles de périodiques récemment parus. Prenons pour exemple un article de Eckert sur le travail durant les études paru en 2009 et qui n'est pas cité bien que ce thème soit assez souvent abordé dans l'ouvrage paru en 2010. Dans la même veine, il faut critiquer le « recyclage » d'articles déjà parus. Bien que Vultur mentionne l'autorisation de l'éditeur de la revue, son chapitre est une reproduction d'un article, certes excellent et primé, néanmoins paru en 2006.

En somme, cet ouvrage constitue une belle initiation aux travaux menés dans ce champ de recherche, mais ne saurait en constituer une synthèse substantielle, encore moins incontournable.

Frédéric DESCHENAUX

Département des sciences de l'éducation,
Université du Québec à Rimouski.
frederic_deschenaux@uqar.ca

Michel COUTU et Gregor MURRAY (dirs), *Travail et citoyenneté. Quel avenir ?*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010, 475 p.

En septembre 2008, en plein cœur de la plus récente crise financière et économique mondiale, le président français invitait les pays industrialisés à « refonder le capitalisme ». Trois ans plus tard, force est de constater que cette invitation est tombée à plat. Bien sûr, les gouvernements sont intervenus afin de soutenir certains secteurs d'activité économique et stimuler la consommation des ménages mais ce faisant, ils ont maintenu le statu quo en assurant la survie du système à la source de la crise, sans pour autant en repenser véritablement les fondements. Le néolibéralisme, ou ce que Riccardo Petrella appelle la « théologie universelle capitaliste » (PETRELLA, *Pour une nouvelle narration du monde*, 2007), idéologie portée par la mondialisation économique, est encore bien en selle, avec les effets qu'on lui connaît, notamment : précarisation croissante de certains types d'emplois, détérioration des conditions de travail, remise en cause des droits économiques et sociaux des travailleurs et effritement de la fonction sociale de l'État.

C'est dans ce contexte plus large que s'inscrit l'ouvrage collectif dirigé par les professeurs Michel Coutu et Gregor Murray. Réunissant des textes de spécialistes réputés collaborant au Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail, ce livre invite à une réflexion interdisciplinaire et transfrontalière sur les façons d'atténuer les impacts négatifs du néolibéralisme sur les droits socioéconomiques des travailleurs et ainsi protéger la « citoyenneté au travail ». Plus particulièrement, on se demande si le concept de « citoyenneté industrielle », évoquant l'affirmation des droits des travailleurs au 20^e siècle, est encore pertinent aujourd'hui. À l'heure de la redéfinition des rapports collectifs de travail – et de l'individualisation croissante de ces rapports sous l'égide en partie des chartes des droits –, d'une remise en question du syndicalisme, de l'éclatement des frontières économiques et des transformations, délocalisations et précarisations que cela provoque dans l'emploi, la « citoyenneté au travail » pourrait-elle constituer le vecteur d'une meilleure protection des droits socioéconomiques des travailleurs ? Selon la discipline empruntée, cette « citoyenneté » passerait entre autres par la protection des droits et libertés constitutionnels et quasi constitutionnels, notamment la dignité humaine, la mise en place de mécanismes de consultation et de participation aux décisions, la socialisation de l'entreprise privée, l'adoption de politiques publiques plus favorables à la santé et à la sécurité, l'appréhension des